

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

Pouvoir adjudicateur :

SARTHE HABITAT

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Etabli en application du code de la commande publique.

**Objet de la consultation :
Construction de 4 logements individuels
à GESNES LE GANDELIN
programme 963 Dossier 100617**

Date et heure limites de remise des plis :

27 mai 2024 à 16h00

Version	Date	Modifications
2	14/05/2024	Date limite de remise des plis

Sommaire

Article 1 – Pouvoir adjudicateur et intervenants	4
1.1 - Pouvoir adjudicateur	4
1.2 - Intervenants	4
Article 2 – Objet de la consultation	4
2.1 - Objet de la consultation	4
2.2 – Procédure de passation	4
Article 3 – Dispositions générales.....	4
3.1 – Forme du marché	4
3.2 – Décomposition de la consultation	4
3.2.1 – <i>Allotissement</i>	4
3.2.2 – <i>Décomposition en tranches optionnelles</i>	5
3.3 – Nomenclature communautaire	5
Article 4 – Conditions de la consultation	5
4.1 – Conditions de participation des concurrents	5
4.1.1 – <i>Forme juridique du groupement</i>	5
4.1.2 – <i>Sous-traitance</i>	6
4.2 – Conditions particulières d'exécution : clause obligatoire de promotion de l'emploi	6
Article 5 – Caractéristiques et conditions relatives au marché.....	7
5.1 – Durée du marché – Délai d'exécution	7
5.2 – Modalités de paiement	7
5.3 – Délai de validité des propositions	7
5.4 – Variantes et prestations supplémentaires éventuelles	7
5.4.1 – <i>Variantes à l'initiative des soumissionnaires</i>	7
5.4.2 – <i>Variantes imposées par le pouvoir adjudicateur</i>	8
5.4.3 – <i>Prestations supplémentaires éventuelles ou alternatives (options)</i>	8
5.5 – Visite du lieu d'exécution	8
Article 6 – Dossier de consultation.....	8
6.1 – Contenu du dossier de consultation	8
6.2 - Mise à disposition dématérialisée du dossier de consultation	8
6.3 – Modification de détail au dossier de consultation	9

Article 7 – Présentation des candidatures et des offres	9
7.1 – Présentation de la candidature	9
7.1.1 – <i>Candidat individuel ou groupement d'entreprises</i>	9
7.1.2 – <i>Capacités des opérateurs sur lesquels s'appuie le candidat</i>	11
7.1.3 – <i>Sous-traitance</i>	11
7.2 – Pièces constitutives de l'offre	11
7.3 – Pièces nécessaires à l'attribution du marché	12
7.4 – Langue de rédaction des propositions	13
7.5 - Unité monétaire	13
Article 8 – Conditions d'envoi ou de remise des plis	13
8.1 - Transmission par voie électronique	13
8.2 - Copie de sauvegarde	14
Article 9 – Jugement des candidatures et des offres	15
9.1 – Examen des candidatures	15
9.2 – Critères de jugement des offres	15
9.3 – Négociation	16
Article 10 – Renseignements complémentaires	16
10.1 – Demande de renseignements	16
10.2 - Voies et délais de recours	17

Article 1 – Pouvoir adjudicateur et intervenants

1.1 - Pouvoir adjudicateur

SARTHE HABITAT
158 Avenue Bollée
CS 81933
72 019 LE MANS cedex 2

Téléphone : 02.43.43.72.72.

Site internet : www.sarthe-habitat.fr

Profil acheteur : <http://www.sarthe-marchespublics.fr/accueil.htm>

1.2 - Intervenants

Maitre d'œuvre : Mandataire : SCP GESLAND – HAMELOT – Architectes DPLG – 6, rue de Courgain – 72260 MAROLLES LES BRAULTS / Cotraitant : SAS BEE + INGENIERIE – 1, rue des Longrais – 35520 LA CHAPELLE DES FOUGERES

Contrôleur technique : APAVE – Agence du Mans – 43, boulevard Winston Churchill – 72000 LE MANS

Coordinateur SPS : LM3C – 5, place de l'église – 72320 MONTMIRAIL

Article 2 – Objet de la consultation

2.1 - Objet de la consultation

La présente consultation porte sur les prestations suivantes :

**Construction de 4 logements individuels
à GESNES LE GANDELIN programme 963**

2.2 – Procédure de passation

La procédure mise en œuvre dans le cadre de la présente consultation est la suivante :

Procédure adaptée ouverte, passée en application des articles R.2123-4 et R2123-5 du code de la commande publique.

Article 3 – Dispositions générales

3.1 – Forme du marché

La consultation donnera lieu à la conclusion d'un marché ordinaire traité à prix global et forfaitaire.

3.2 – Décomposition de la consultation

3.2.1 – Allotissement

Procédure n°24/SH/037 - Construction 4 logements GESNES LE GANDELIN 963

Page 4 sur 17

*Règlement de la consultation
MAJ Février 2024*

La présente consultation est décomposée en 9 lots définis comme suit :

N° de lot	Libellé du lot
1	Gros Œuvre Ravalement
2	Charpente Bois Couverture ardoise artificielle
3	Menuiseries extérieures PVC
4	Menuiseries intérieures Cloisons sèches Isolation
5	Plomberie Chauffage par pompe à chaleur
6	Electricité VMC
7	Peinture Sols souples
8	Carrelage Faïence
9	VRD Espaces Verts

Chacun des lots fera l'objet d'un marché séparé.

Les candidats pourront présenter une offre pour un ou plusieurs lots.

Les candidats doivent présenter une offre distincte pour chaque lot auquel ils répondent.

3.2.2 – Décomposition en tranches optionnelles

Sans objet

3.3 – Nomenclature communautaire

La classification principale et complémentaire conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV), est :

<i>Classification principale</i>	<i>Classification complémentaire</i>
45210000-2 - Travaux de construction de bâtiments	45223220-4 - Travaux de gros œuvre 45261000-4 - Travaux de charpente et de couverture et travaux connexes 45421000-4 - Travaux de menuiserie 45330000-9 - Travaux de plomberie 45310000-3 - Travaux d'équipement électrique 45442100-8 - Travaux de peinture 45431000-7 – Carrelages 45112710-5 - Travaux d'aménagement paysager d'espaces verts

Article 4 – Conditions de la consultation

4.1 – Conditions de participation des concurrents

4.1.1 – Forme juridique du groupement

Dans le cadre d'un groupement, l'un des opérateurs économiques, membres du groupement, est désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire. Il a vocation à représenter l'ensemble des membres vis-à-vis du pouvoir adjudicateur et à coordonner les prestations des membres du groupement.

Procédure n°24/SH/037 - Construction 4 logements GESNES LE GANDELIN 963

Page 5 sur 17

*Règlement de la consultation
MAJ Février 2024*

Aucune forme de groupement n'est imposée par le pouvoir adjudicateur pour la présentation de la candidature et/ou de l'offre.

Cependant, en cas d'attribution du marché à un groupement, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement conjoint avec mandataire solidaire. Le mandataire sera solidaire pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles. Si le groupement attributaire du marché est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur tel qu'il est indiqué ci-dessus.

Le pouvoir adjudicateur interdit aux candidats de présenter leurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements.

4.1.2 – Sous-traitance

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire.

Dans cet objectif, le candidat devra utiliser le formulaire « *DECLARATION DE SOUS-TRAITANCE* », dénommé DC4. Chaque sous-traitant doit faire l'objet de ce document.



Depuis Avril 2019, un nouveau formulaire DC4 relatif à la déclaration de sous-traitance est disponible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

4.2 – Conditions particulières d'exécution : clause obligatoire de promotion de l'emploi

Sarthe Habitat, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions de l'article L2112-2 du code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges du présent marché une clause obligatoire de promotion de l'emploi.

Cette clause est applicable aux lots identifiés dans l'annexe n°1 du Cahier des Clauses Administratives Particulières.

Chaque entreprise qui se verra attribuer un de ces lots, devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

L'annexe n°1 au Cahier des Clauses Administratives Particulières précise à cet égard les différentes modalités envisageables de mise en œuvre de cette action d'insertion.

Cette démarche de promotion de l'emploi est une modalité d'exécution du marché et non un critère de choix. A cet effet, **le candidat devra impérativement compléter précisément l'annexe à l'acte d'engagement relative à cette clause.**

ATTENTION

Les candidats ne sont pas autorisés à formuler dans leur offre des réserves sur la clause obligatoire de promotion de l'emploi.

Une offre qui ne satisferait pas à cette condition d'exécution sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges.

Pour faciliter la mise en œuvre de cette clause d'insertion, un dispositif d'accompagnement a été mis en place qui peut être sollicité aux coordonnées suivantes :

Autres territoires hors métropole du Mans
Mmes Sandra BODET et Valérie NATUREL Département de la Sarthe ☎ : 02.43.54.74.59 ☎ : 02.44.02.41.53 @ : contact.clauses@sarthe.fr

Article 5 – Caractéristiques et conditions relatives au marché

5.1 – Durée du marché – Délai d'exécution

Le délai d'exécution des prestations est fixé par le pouvoir adjudicateur dans les conditions ci-après.

Le délai d'exécution des prestations court à compter de l'ordre de service de démarrage et est fixé à 9 mois (hors congés payés et intempéries).

Par ailleurs, le délai de préparation de chantier est établi à 8 semaines et ce à compter de la notification des marchés.

A titre indicatif, la date prévisionnelle de commencement des prestations est : **Début année 2025.**

5.2 – Modalités de paiement

Les sommes dues au titulaire et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

Le règlement des dépenses se fera par virement bancaire.

5.3 – Délai de validité des propositions

Le délai de validité des offres est fixé à 180 jours à compter de la date limite de réception des plis.

5.4 – Variantes et prestations supplémentaires éventuelles

5.4.1 – Variantes à l'initiative des soumissionnaires

Les variantes, par rapport à l'objet du marché, sont autorisées pour la présente consultation.

Les candidats qui présentent des variantes doivent obligatoirement remettre une offre pour la solution de base.

Dans l'hypothèse où des variantes seraient présentées, le candidat fournira l'ensemble des pièces nécessaires à l'appréciation de celles-ci.

Les candidats présenteront un dossier général « variantes » comportant un sous-dossier particulier pour chaque variante qu'ils proposent. Outre les répercussions de chaque variante sur le montant de leur offre de base, ils indiqueront les adaptations à apporter sur le projet.

Les offres avec variantes devront être chiffrées à l'acte d'engagement et feront l'objet d'une décomposition du prix global et forfaitaire pour chacune d'entre elles au sein du cadre de décomposition du prix global et forfaitaire joint au DCE.

Les exigences minimales à respecter par les variantes sont les suivantes : Pas d'impact sur les autres corps d'état.

5.4.2 – Variantes imposées par le pouvoir adjudicateur

Sans objet.

5.4.3 – Prestations supplémentaires éventuelles ou alternatives (options)

Sans objet.

5.5 – Visite du lieu d'exécution

La visite des lieux est conseillée.

Article 6 – Dossier de consultation

6.1 – Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation comprend les documents suivants :

- ✓ Le présent règlement de la consultation
- ✓ L'acte d'engagement et son annexe n°1 - Insertion par l'activité économique obligatoire
- ✓ Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) et son annexe n°1 relative à l'insertion par l'activité économique
- ✓ Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.)
- ✓ Les cadres de décomposition du prix global et forfaitaire (C.D.P.G.F.)
- ✓ La charte chantier propre
- ✓ Le rapport initial du contrôleur technique (R.I.C.T.)
- ✓ Le plan général de coordination (P.G.C.)
- ✓ L'étude de sols
- ✓ L'étude thermique
- ✓ Les documents graphiques
- ✓ La trame DOE
- ✓ Une déclaration sur l'honneur du candidat justifiant qu'il n'entre dans aucun cas mentionné aux articles L2141-1 à L2141-11 du code de la commande publique concernant les interdictions de soumissionner et notamment qu'il est en règle au regard des articles L.5212-1 à L.5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés
- ✓ La lettre de candidature – Formulaire DC1
- ✓ La déclaration du candidat – Formulaire DC2
- ✓ La déclaration de sous traitance – Formulaire DC4 et la fiche de présentation d'un sous-traitant

6.2 - Mise à disposition dématérialisée du dossier de consultation

Le dossier de consultation est mis à disposition, gratuitement, par voie électronique, à l'adresse suivante : <http://www.sarthe-marchespublics.fr/accueil.htm>

Les candidats devront s'authentifier sur le site internet et notamment préciser une adresse de courriel électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique. Ceci permettra d'être tenus informés de toutes les modifications ou compléments d'informations apportés au DCE, susceptibles d'intervenir au cours de la consultation.

Dans le cas contraire, il appartiendra aux candidats de récupérer par ses propres moyens les informations communiquées.

Pour tout renseignement complémentaire ou assistance relatifs notamment au téléchargement des pièces du dossier ou au dépôt des plis, les candidats peuvent obtenir des réponses à partir de l'aide en ligne via le lien « assistance » : <http://www.sarthe-marchespublics.fr/pratique-assistance.htm#pbm>

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition par le pouvoir adjudicateur, les soumissionnaires doivent disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants :

- .zip ;
- .pdf ;
- word, excel, open office;
- .dwg, .jpeg, .tif.

6.3 – Modification de détail au dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Ces modifications devront être envoyées au plus tard 8 jours avant la date limite de réception des offres.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Article 7 – Présentation des candidatures et des offres

Chaque candidat aura à produire un **dossier complet** comprenant les pièces définies ci-après. Le dossier sera transmis au moyen d'un pli contenant les pièces de la candidature et de l'offre.

7.1 – Présentation de la candidature

Les candidats doivent utiliser **les formulaires DC1 et DC2** pour présenter leur candidature.



Les formulaires DC1, DC2 et DC4 ont été mis à jour par la Direction des Affaires Juridiques.

Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site suivant : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> et sont également joints au dossier de consultation des entreprises.

7.1.1 – Candidat individuel ou groupement d'entreprises

Le dossier à remettre par chaque candidat ou chaque membre du groupement comprendra les pièces suivantes :

- ✓ Lettre de candidature – Désignation du mandataire par ses cotraitants (Formulaire DC1) à
Procédure n°24/SH/037 - Construction 4 logements GESNES LE GANDELIN 963

compléter pour toute consultation.

NOTA : En cas de groupement d'entreprises, le formulaire DC1 est à produire en **unique exemplaire pour l'ensemble du groupement** OU en **autant d'exemplaires** qu'il y a de membres constituant le groupement.

- ✓ Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (Formulaire DC2)
- ✓ Une déclaration sur l'honneur du candidat justifiant qu'il n'entre dans aucun cas mentionnés aux articles L2141-1 à L2141-11 du code de la commande publique concernant les interdictions de soumissionner et notamment qu'il est en règle au regard des articles L.5212-1 à L.5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés
- ✓ Preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents

Capacité économique et financière

- ✓ Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles,

Capacités techniques et professionnelles - (aspects social/sociétal et environnemental)

- ✓ Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années,
- ✓ Une description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat disposera pour la réalisation du marché public,
- ✓ Une liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, assortie d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants.
Les attestations indiquent :
 - Le montant
 - La date et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin,

<u>Niveau minimal de capacité exigé</u>
--

- ✓ **Une attestation d'Autorisation d'intervention à proximité des réseaux (AIPR) en cours de validité**
Les candidats répondant aux **lots n°9** devront fournir à minima une attestation **profil encadrant** et une attestation **profil opérateur**.

L'absence de production de ce document conduira au rejet de la candidature du soumissionnaire.

Remarque :

Les entreprises nouvellement créées pourront apporter la preuve de leurs capacités par tout autre document équivalent. Pour apprécier les capacités de ces entreprises, pourront être notamment produits, les renseignements suivants :

- Pour les capacités financières : une déclaration appropriée de banque, une attestation d'un agent d'assurance garantissant la conclusion d'un contrat en cas d'attribution, etc.
- Titres d'études et/ou expérience professionnelle des responsables, liste des matériels possédés par l'entreprise, attestation de fourniture de ces matériels en cas d'attribution, etc.

7.1.2 – Capacités des opérateurs sur lesquels s'appuie le candidat

Pour justifier des capacités d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur.

En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat en apporte la preuve par tout moyen approprié.

7.1.3 – Sous-traitance

En cas de demande de sous-traitance, déclarée dès le dépôt de l'offre, le candidat doit transmettre pour chaque sous-traitant la liste des documents suivants :

- ✓ La déclaration de sous-traitance (Formulaire DC4)

Ce document est joint au présent DCE ou est disponible gratuitement sur le site suivant : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

- ✓ Une déclaration sur l'honneur du candidat justifiant qu'il n'entre dans aucun cas mentionnés aux articles L2141-1 à L2141-11 du code de la commande publique concernant les interdictions de soumissionner et notamment qu'il est en règle au regard des articles L.5212-1 à L.5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés
- ✓ L'ensemble des pièces mentionnées à l'article 7.1.1 cité ci-avant du présent règlement de la consultation
- ✓ Le contrat de sous-traitance conclu entre le titulaire et le sous-traitant

L'ensemble des informations nécessaires à la validation des déclarations de sous-traitance est précisé dans la fiche « présentation d'un sous-traitant » jointe au DCE.

7.2 – Pièces constitutives de l'offre

Pour chaque lot, le candidat produit un projet de marché comprenant les pièces suivantes :

Aspect économique

- ✓ L'acte d'engagement dûment complété et daté
- ✓ L'annexe n°1 à l'acte d'engagement relative à la clause de promotion de l'emploi dûment complétée et datée
- ✓ La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (D.P.G.F.) dont le fichier Excel est à compléter obligatoirement

Aspect environnemental

- ✓ Note méthodologique détaillant les dispositions prises pour la mise en œuvre de la charte chantier propre – 2 pages recto/verso A4 maximum

Aspect social/sociétal

- ✓ Note d'organisation décrivant l'intervention de l'entreprise sur le chantier (nombre de salariés affecté au chantier, moyens matériels dédiés au chantier, chronologie d'intervention) – 2 pages recto/verso A4 maximum
- ✓ Note méthodologique pour la mise en œuvre de la sécurité de ce chantier et inscription de l'entreprise dans le plan général de coordination en matière de sécurité et protection de la santé (PGC) - 2 pages recto/verso A4 maximum

L'ensemble des documents remis ci-dessus seront contractuels et feront l'objet d'un suivi par le Maître d'œuvre en lien avec le Maître d'Ouvrage sur toute la durée du chantier.

7.3 – Pièces nécessaires à l'attribution du marché

Le candidat retenu ne saurait être désigné définitivement comme titulaire du marché qu'à la condition de produire, dans un délai imparti par le pouvoir adjudicateur, les certificats et attestations prévus ci-après :

- ✓ Les pouvoirs de la personne habilitée à engager la société
- ✓ Les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D.8254-5 du code du travail, selon le cas. Ces pièces sont à produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Dans tous les cas :

- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, prévue à l'article L. 243-15 du code de sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de 6 mois (articles D 8222-5-1° du code du travail et D. 243-15 du code de sécurité sociale).

Dans le cas où l'immatriculation de l'entreprise au Registre du Commerce et des Sociétés (RCS) ou au Répertoire des Métiers (RM) est obligatoire, ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants (*article D 8222-5-2° du code du travail*) :

- Un extrait de l'inscription au RCS (K ou K-bis), délivré par les services du greffe du tribunal de commerce et datant de moins de 3 mois.
 - Une carte d'identification justifiant de l'inscription au RM.
 - Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au RCS ou au RM ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente.
 - Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.
- ✓ Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que les obligations fiscales et sociales ont été satisfaites.
 - ✓ La pièce prévue à l'article D.8254-2 ou D.8254-5 du code du travail : la liste nominative des salariés étrangers employés par le candidat et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

- ✓ Les attestations d'assurance responsabilité civile et décennale en cours de validité
- ✓ La copie du ou des jugements prononcés dans le cadre d'un redressement judiciaire
- ✓ En cas de groupement, les documents listés ci-dessus devront impérativement être remis pour chacun des co-traitants.

Pour remettre ces documents, le soumissionnaire dispose d'un délai imparti par le pouvoir adjudicateur défini lors de la notification de sa décision. A défaut de satisfaire à ses obligations, le candidat suivant dans le classement sera sollicité pour produire les documents nécessaires.

Remarque : Sarthe Habitat met à disposition du candidat la plateforme e-Attestations. Ce moyen permet de simplifier et sécuriser la remise de ces documents.

Si le candidat retenu est déjà inscrit sur la plateforme, il pourra se connecter avec ses identifiants habituels. Dans le cas contraire, il recevra un courriel de la plateforme e-Attestations lui communiquant ses identifiants (à partir de l'adresse support@e-attestations.com.)

Aucun des documents listés au présent article ne sera pris en compte s'il est transmis sur support papier.

7.4 – Langue de rédaction des propositions

Les propositions doivent être rédigées en langue française.

Si les offres des concurrents sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté ; cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

7.5 - Unité monétaire

Le pouvoir adjudicateur conclura le marché dans l'unité monétaire suivante : euro(s).

Article 8 – Conditions d'envoi ou de remise des plis

8.1 - Transmission par voie électronique



Toutes les communications et tous les échanges d'informations doivent être effectués par des moyens de communication électronique.

Afin de vous accompagner dans cette démarche, vous pouvez contacter notre référent Entreprises, Mme Sylvia Gasnier : sylvia.gasnier@sarthe-habitat.fr

La transmission des documents par voie électronique se fait uniquement sur le profil d'acheteur de SARTHE HABITAT à l'adresse suivante : <http://www.sarthe-marchespublics.fr/accueil.htm>

En revanche, la transmission des documents sur un support physique électronique (CD-ROM, clé usb...) n'est pas autorisée.

Toute offre remise sur support papier sera considérée comme irrégulière et rejetée.

Les fichiers constitutifs de la candidature et de l'offre du candidat devront être transmis dans des formats largement disponibles.

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

Les candidats doivent anticiper leur dépôt, la date limite de remise des plis s'appréciant à la date de fin de transmission du dernier fichier. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

En cas de difficulté lors de la remise des candidatures ou offres, le candidat est invité à se rapprocher du support technique :

AWS – e-mail : support-entreprises@aws-france.com - Tél : 04 80 04 12 60

Il est rappelé que la durée du téléchargement est fonction du débit ascendant de l'accès internet du soumissionnaire et de la taille des documents à transmettre.

La transmission doit pouvoir faire l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. Les plis transmis par voie électronique sont horodatés.

Le soumissionnaire devra s'assurer du chiffrage de son offre avant envoi et accepter l'horodatage retenu par la plateforme.

Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Les candidats sont invités à se préparer au dépôt des plis par un test sur le site école du profil d'acheteur ou en utilisant la consultation de démonstration disponible sur le profil d'acheteur. Cela permettra au candidat de vérifier les prérequis techniques au niveau de son poste de travail et de son réseau internet.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

Formats de fichiers acceptés :

En cas de transmission de réponse par voie électronique, les documents fournis doivent être dans l'un des formats suivants, sous peine d'irrecevabilité de l'offre :

- standard .zip
- Adobe® Acrobat® .pdf
- Rich Text Format .rtf
- .doc ou .xls ou .ppt
- odt, ods, odp, odg
- le cas échéant, le format DWG
- ou encore pour les images bitmaps .bmp, .jpg, .gif, png

Tous fichiers informatiques établis dans un format informatique différent, à partir d'une version de logiciel supérieure, à partir d'une version de logiciel incompatible avec ces versions de logiciels de lecture ou à partir d'une version de logiciel rendant le fichier illisible par ces logiciels sans modification sera déclaré irrecevable.

En cas de « rematérialisation » par le pouvoir adjudicateur des pièces transmises par voie dématérialisée, l'attributaire sera invité à une signature manuscrite de ses pièces.

Remarque : Lors de l'attribution du marché, il sera demandé au titulaire disposant d'un certificat de signature électronique conforme à la norme RGS** ou RGS*** de signer électroniquement au format PADES l'acte d'engagement, l'ensemble des annexes à l'acte d'engagement ainsi que le tableau de répartition des honoraires.

L'ensemble de ces documents est à nous remettre au format PDF, sans modifier l'intitulé du document.

8.2 - Copie de sauvegarde

Les candidats peuvent également transmettre, dans les délais impartis pour la remise des plis, une copie de sauvegarde sur support physique électronique (CD-Rom, DVD-Rom, clé USB) ou sur support papier. Cette copie est transmise, à l'adresse mentionnée ci-après, sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention : « **copie de sauvegarde** ».

Cette copie de sauvegarde ne sera ouverte qu'en cas de défaillance du système informatique ou lorsqu'un virus est détecté dans le document électronique transmis par le candidat.

Les copies de sauvegarde éventuelles devront être adressées par lettre recommandée avec accusé de réception postal ou par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de réception ou remis contre récépissé à l'adresse ci-dessous.

La copie de sauvegarde portera les mentions suivantes :

Copie de sauvegarde

**SARTHE HABITAT
Service Achats
158 avenue Bollée
CS 81933
72019 LE MANS CEDEX 2**

Article 9 – Jugement des candidatures et des offres

La sélection des candidatures et le jugement des offres seront effectués dans les conditions prévues aux articles L2142-1 et L2152-1 à L2152-8 et R2152-1 à R2152-8 du code de la commande publique au moyen des critères ci-après.

9.1 – Examen des candidatures

Critères de sélection des candidatures :

**Garantie de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle
Capacité économique et financière
Capacités techniques et professionnelles**

Les candidatures pourront être valablement éliminées en raison de non-conformité du dossier administratif et/ou en raison de capacités techniques, financières et professionnelles manifestement insuffisantes pour exécuter les prestations, objet de la présente consultation.

9.2 – Critères de jugement des offres

Critères	Pondération
Critère économique	45 %
❖ Prix de la prestation	45%
Critère environnemental	20 %
❖ Dispositions mises en œuvre pour le respect de la Charte « Chantier Propre »	20%
Critère social / sociétal	30 %

❖ Organisation propre au chantier (moyens humains et matériels affectés au projet, chronologie d'intervention)	20%
❖ Organisation interne et spécifique au projet en vue du respect de la sécurité (Note d'application des règles, sécurisation des personnes et du chantier)	10%
Qualité globale du dossier	5 %
❖ Retrouver aisément les informations et présentation fonctionnelle, organisée ET respect des formats imposés	5%

Le prix global et forfaitaire est détaillé au moyen d'une décomposition qui en indique les éléments constitutifs. La décomposition du prix global forfaitaire permet d'apprécier les offres.

En cas de discordance constatée dans une offre entre le montant porté à l'acte d'engagement et celui porté sur la décomposition du prix global forfaitaire, seul le montant porté à l'acte d'engagement prévaudra et fera foi.

Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de report seront constatées dans la décomposition du prix global forfaitaire, il n'en sera pas tenu compte dans le jugement de la consultation.

Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition pour la mettre en concordance avec le prix global et forfaitaire. En cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

9.3 – Négociation

A l'issue de la première phase d'analyse des offres, la présente consultation pourra faire l'objet d'une négociation.

Outre l'aspect financier, ces négociations permettront de procéder à des réajustements méthodologiques et techniques afin d'assurer l'adéquation de la proposition de l'entreprise aux besoins de Sarthe Habitat.

Les négociations se feront par échange électronique uniquement via le profil acheteur et si besoin par une rencontre avec chacun des candidats.

Le nombre de tours de négociations étant conditionné par la teneur des offres reçues, chaque candidat est encouragé à remettre, dès le premier tour de négociations, sa meilleure offre technique et financière.

Au terme de la négociation, les offres finales seront analysées sur la base des critères initialement prévus. L'absence de retour formalisé vaudra maintien de l'offre précédente.

Toutefois, l'acheteur se réserve la possibilité d'attribuer le marché public sur la base des offres initiales sans négociation.

Le résultat de la négociation constituera un engagement contractuel.

Article 10 – Renseignements complémentaires

10.1 – Demande de renseignements

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats pourront faire la demande écrite, **6 jours** avant la date limite de remise des plis, sur la plateforme de dématérialisation de SARTHE HABITAT à l'adresse suivante : www.sarthe-marchespublics.fr et en utilisant le lien « **Correspondre avec l'acheteur** ».

Une réponse sera adressée au plus tard **quatre jours** avant la date fixée pour la remise de plis.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des plis est reportée, les dispositions précédentes sont applicables en fonction de cette nouvelle date.

10.2 - Voies et délais de recours

Tribunal Administratif de Nantes
6 allée de l'Île Gloriette
44000 Nantes

Tél. 02 40 99 46 00 - fax : 02 40 99 46 58
Courriel : greffe.ta-nantes@juradm.fr

- Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.
- Recours en contestation de validité du contrat pouvant être exercé par les tiers du contrat dans un délai de 2 mois à compter des mesures de publicité appropriées.